

vendredi 18 novembre 2011 - **Les bénéfices diplomatiques de la Birmanie**

Bruno Philip envoyé spécial à Bali

Contre l'avis des Etats-Unis, le Myanmar présidera l'Association des nations d'Asie du Sud-Est en 2014. Le sommet de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), qui s'est ouvert jeudi à Bali, devrait marquer un début de dédramatisation régionale de la Birmanie, gouvernée jusqu'au printemps par une junte militaire. Mercredi, le ministre indonésien des Affaires étrangères, Marty Natalegawa, a annoncé que les responsables diplomatiques de la zone se sont mis d'accord pour accorder à la Birmanie la présidence tournante de l'Asean en 2014.

L'annonce devrait être formalisée d'ici à la clôture du sommet, qui se termine samedi, en dépit des critiques américaines à l'égard de cette proposition. Cette année, c'est la République indonésienne qui assure cette présidence, d'où l'organisation du sommet sur l'île de Bali. Outre la Birmanie et l'Indonésie, l'Asean comprend la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, le sultanat de Brunei, les Philippines, le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

Le gouvernement du Myanmar – nom officiel de la Birmanie – peut se féliciter d'avoir atteint le but qu'il s'était fixé en pratiquant depuis plusieurs mois une politique d'ouverture politique et économique sans précédent. Les experts estiment que l'un des objectifs primordiaux de ce gouvernement «civil» mais encore composé en majorité de militaires était bien de se faire adouber par l'Asean. Pour cela, il lui fallait donner des gages de démocratisation. En 2006, l'Asean avait refusé à la junte birmane l'honneur de cette présidence tournante, pour cause de non-respect des droits de l'homme.

Rompre avec le passé

La libération de la dissidente Aung San Suu Kyi, l'ouverture d'un dialogue avec cette dernière, l'annonce de la création de syndicats libres, l'assouplissement de la censure, l'annonce de la suspension de la construction d'un barrage financé par l'allié chinois – projet qui suscitait la réprobation populaire –, la perspective de réformes économiques de grande ampleur, la revalorisation des retraites pour les fonctionnaires: le gouvernement du président Thein Sein a montré ces derniers temps la volonté de rompre avec le passé.

Pour spectaculaires qu'elles soient, la plupart des réformes promises doivent encore se traduire dans les faits et l'armée birmane reste accusée de graves violations des droits de l'homme dans les guerres qu'elle mène contre les minorités ethniques séparatistes en pays Kachin, Karen, Shan... «Jusqu'à présent, nous n'avons pas vu grand-chose en termes d'amélioration réelle de la situation», estime Elaine Pearson, directrice adjointe du département Asie de l'organisation internationale des droits de l'homme Human Rights Watch.

Les Etats-Unis, qui continuent d'imposer un régime de sanctions strict au Myanmar, restent très prudents dans leur évaluation de la marche vers une «démocratie disciplinée» voulue par la Birmanie. De passage à Canberra en Australie, mercredi 16 novembre, Barack Obama a refusé d'accorder tout satisfecit au gouvernement birman: «Aujourd'hui, Aung San Suu Kyi est libre. Des prisonniers politiques ont été relâchés. Mais des violations des droits de l'homme continuent, a-t-il déclaré devant le parlement australien. Nous continuerons donc de dire clairement quelles mesures le gouvernement birman doit prendre pour améliorer sa relation avec les Etats-Unis.»

Barack Obama assistera samedi à Bali au Sommet de l'Asie de l'Est, qui prolonge celui de l'Asean et accueille pour la première fois un président américain, ainsi que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

«Trop tôt»

Avant que les chefs de la diplomatie de l'Asean annoncent qu'ils «recommanderont» aux chefs d'Etat et de gouvernement de leurs pays respectifs l'attribution de la présidence tournante de l'Association à la Birmanie en 2014, les Américains s'étaient déjà déclarés hostiles à cette initiative. «Il nous semble trop tôt de sélectionner la Birmanie», avait indiqué en début de semaine un responsable américain lors d'un entretien informel avec des journalistes.

En octobre, le régime avait libéré environ 200 prisonniers politiques, une décision qui avait néanmoins suscité la déception de nombreux observateurs qui s'attendaient à une vague d'élargissements plus massive. Début novembre, de nouvelles libérations avaient été évoquées qui auraient coïncidé avec le sommet de l'Asean. Mais elles ont été repoussées.